

**Unité Départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse**

Bar-le-Duc, le 18 avril 2024

Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11 avril 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCL**

ZI - 26 avenue des érables  
BP 30099  
54 180 Heillecourt

Références : DT-LD/176-2024

Code AIOT : 0006203614

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 avril 2024 dans l'établissement SCL implanté : Lieu-dit : "Au Dessus du Puisa" – 55 250 Beausite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCL
- Lieu-dit : "Au Dessus du Puisa" – 55 250 Beausite
- Code AIOT : 0006203614
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCL exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Beausite.

L'exploitation de cette dernière est autorisée par arrêté préfectoral n° 2000-2559 du 20 novembre 2000.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 13.3.1	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 21	Sans objet
4	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.1.1	Sans objet
5	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.1.3	Sans objet
6	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques constats d'amélioration ont été identifiés lors de la visite.

Il est notamment demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de contrôle des niveaux sonores, puisque la dernière en date a été réalisée en 2001 lors de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : - son identité, - la référence de l'autorisation, - l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Un panneau est présent à l'entrée du site, toutefois celui-ci est dégradé et la référence de l'autorisation ainsi que l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état peut être consulté, ne sont plus visibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 13.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, cotes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction se fera à ciel ouvert et à sec, [...] pour une épaisseur maximale de 10 mètres. La cote minimale en fond d'excavation est limitée à 253 mètres NGF.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'extraction est bien réalisée à ciel ouvert et à sec, selon deux gradins et une hauteur maximale de 10 m.</p> <p>La cote en entrée de site s'établit à 252,60 m NGF, car elle correspond à la fois à la cote historique d'une précédente carrière Jean LEFEBVRE et au terrain naturel de la plateforme d'accès au site. En ce qui concerne la zone en cours d'extraction, celle-ci respecte la cote précitée, puisque le point bas se trouve à 254 m NGF (cf. plan d'exploitation).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Registres et plans

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, plan</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée à la superficie du site, sur lequel figure:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci,</li> <li>- les bords des fouilles et les dates de relevés correspondants successifs,</li> <li>- les cotes NGF des différents points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, le plan d'exploitation a été présenté ; sa mise à jour a été effectuée le 9 avril 2024 sur la base de la dernière campagne d'extraction réalisée en juin/juillet 2022.</p> <p>Les zones remises en état ne sont pas matérialisées sur ledit plan, car l'extraction accuse un retard important ; la carrière étant toujours dans sa première phase d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution accidentelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement et l'entretien courant des véhicules sont interdits sur le site autorisé de la carrière. [...], en cas de besoin, ils sont autorisés sur une aire étanche assurant la récupération des fluides répandus et des eaux les lessivant.</p> <p>La mise en place du dispositif proposé dans le dossier de demande d'autorisation, constitué "d'une plate-forme recouverte d'un film plastique rehaussé par des merlons de 30 cm environ", est autorisée.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté la présence d'une aire étanche lors de la visite.</p> <p>Selon l'exploitant, une aire temporaire est aménagée lors des campagnes d'extraction, puis démantelée à l'issue des travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits absorbants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des produits absorbants inertes et non hydrosolubles sont présents sur le site en quantité suffisante pour pallier toute pollution accidentelle d'hydrocarbures.
<b>Constats :</b>  Aucune réserve "à demeure" n'est présente sur le site, car l'extraction étant réalisée par campagnes, l'exploitant met à disposition de ses chauffeurs (dans les engins) des kits dédiés. Lors de la visite, deux modèles de kits ont été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. L'exploitant doit conserver les justificatifs correspondants.
<b>Constats :</b>  Aucune présence de déchets n'a été constatée sur le site lors du contrôle. L'exploitant a précisé que les déchets étaient regroupés sur les sites de production (Rosières ou Void), puis évacués vers des filières ad-hoc. Celui-ci a transmis deux BSD par courriel le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20 novembre 2000, article 23.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité dès le début de l'activité autorisée par le présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de retrouver le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé au moment de la mise en activité de la carrière. L'article 23.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ne fixant pas d'échéance pour la réalisation d'une nouvelle campagne, l'inspection des installations classées demande à ce dernier de procéder à une campagne de mesures, puis de transmettre le rapport correspondant.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois